

info

MAGAZINE TRIMESTRIEL DE LA BANQUE DE DÉVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE



Coup de projecteur sur...
L'investissement social pour une Europe prospère et résiliente

Page 05-07

Donateurs

Plus de € 42 millions pour des projets de la CEB

Page 04

Exclusif

Info s'entretient avec Elizabeth Yee de 100RC
Page 12

Zoom sur ...

Comment les financements de la CEB contribuent à la résilience d'Istanbul
Pages 10-11

L'infographie

Aperçu des prêts de la CEB approuvés en 2018
Pages 18-19

Chère lectrice, cher lecteur,



Les sociétés européennes font face à de nombreux défis : pauvreté persistante, accroissement des inégalités sociales et économiques, enjeux environnementaux et évolutions démographiques.

Le mécontentement et le ressentiment grandissants envers les gouvernements nationaux et les institutions européennes pèsent sur des valeurs fondamentales telles

que la solidarité et la transparence. La coopération laisse place à la polarisation, à la radicalisation et à la xénophobie, les piliers de l'intégration européenne sont remis en question et la cohésion sociale est menacée par la montée du nationalisme et du populisme.

Alors que les gouvernements européens se débattent avec les contraintes budgétaires et les réformes structurelles, les niveaux des investissements sociaux se sont affaissés. Selon le rapport 2018 du Groupe de travail de haut niveau sur l'investissement dans les infrastructures sociales en Europe, le déficit d'investissement en la matière est estimé à plus de € 1 500 milliards sur la période 2018-2030, soit environ € 100 à 150 milliards par an.

Ce numéro d'**Info** met l'accent sur l'importance de l'investissement social et sur son rôle au service d'une Europe prospère et résiliente. Il s'appuie largement sur les conclusions d'une conférence de haut niveau organisée par la CEB et la Caisse des Dépôts à Paris en décembre 2018 et présente, à travers des exemples récents, les mesures prises par la CEB pour réduire les inégalités et améliorer la cohésion sociale en Europe au moyen d'instruments de financement innovants.

Au cours de ces dernières années, la CEB a fait en sorte de répondre à la demande croissante de projets d'investissement social en Europe, en approuvant 45 prêts en 2018, d'une valeur totale proche de € 4 milliards. D'ici à 2030, ces prêts devraient permettre de mobiliser presque € 11 milliards d'investissements et plus de 42 millions de personnes à travers l'Europe devraient en bénéficier, ce qui contribue au renforcement de sociétés saines et prospères.

Rolf Wenzel
Gouverneur, CEB



info est un magazine de la Banque de Développement du Conseil de l'Europe (CEB), réalisé avec l'aide de Blackwood-weareblackwood.com

CEB

Conseiller : Jérôme Halb

Comité éditorial : Milan Bastovanovic; Letizia Bertrand; Monica Brezzi; Katherine Delikoura; Tony Fernández Arias; Rachel Meghir; Jacques Mirante-Péré; Lana Paukovic; Arnaud Violette

e-mail : info@coebank.org

Blackwood

Éditeur : Sally Motson

Directeur artistique : Andy Ritchie

Crédits photos : Toutes les images sont la propriété du titulaire du droit d'auteur individuel, sauf indication contraire. Reproduit par la CEB de bonne foi.



COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK

BANQUE DE DÉVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE

55 avenue Kléber

FR-75116 PARIS

Tel : +33 (0)1 47 55 55 00

Fax : +33 (0)1 47 55 03 38

www.coebank.org

À propos de la CEB

Fondée en 1956, la CEB (Banque de Développement du Conseil de l'Europe) compte 41 États membres.

En tant qu'instrument majeur de la politique de solidarité en Europe, la Banque finance des projets sociaux en mettant à leur disposition des ressources levées dans des conditions reflétant la qualité de sa notation. Elle accorde des prêts à ses États membres, à des établissements financiers et à des autorités locales pour le financement de projets dans le secteur social, conformément à son Statut.

■ **Les donateurs font la différence**

Quand de grands donateurs apportent une contribution cruciale à des projets essentiels de la CEB.

Page 04

■ **L'avenir de l'investissement social**

Tour d'horizon de la conférence CEB / Groupe Caisse des Dépôts.

Pages 05-07

■ **Garantir un logement aux familles vulnérables de Belgique**

Aperçu d'un projet à long terme visant à réduire la pauvreté infantile et améliorer l'accès à des logements abordables en Belgique.

Pages 08-09

► Pages 10-11



■ **Investir en faveur de la résilience d'Istanbul**

Comment la Banque finance des investissements destinés à améliorer la préparation d'Istanbul au risque de séismes.

Pages 10-11



► Pages 12-13

■ **L'entretien**

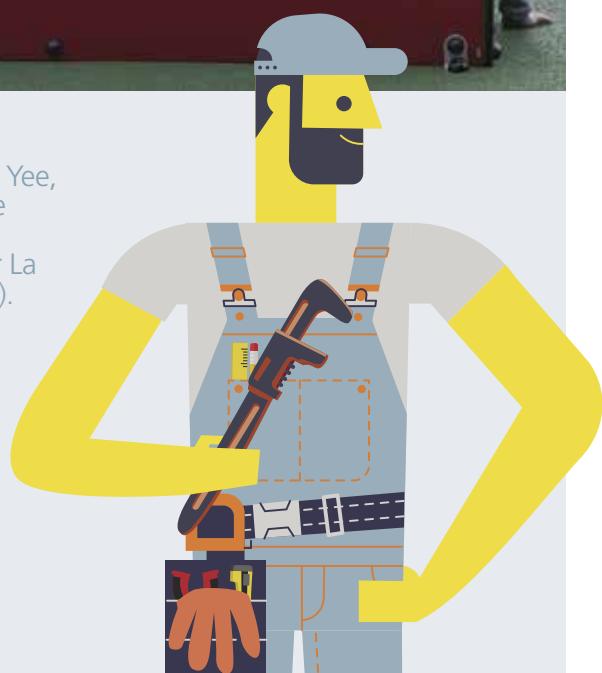
Info s'entretient avec Elizabeth Yee, Vice-présidente du pôle Finance résiliente du réseau "100 villes résilientes – Initiative lancée par La Fondation Rockefeller" (100RC).

Pages 12-13

■ **Derniers prêts**

Onze nouveaux prêts ont été approuvés par le Conseil d'administration de la CEB en novembre 2018.

Pages 14-15



■ **Actualités, événements et publications**

Les dernières actualités et publications de la CEB, ainsi qu'une présentation des événements prévus au cours des mois à venir.

Pages 16-17

■ **L'infographie**

Aperçu des 45 prêts de la CEB approuvés en 2018 dans 20 États membres.

Pages 18-19



EN SAVOIR PLUS : <https://coebank.org>

Les donateurs font la différence

Au cours des quatre derniers mois, nos donateurs ont promis plus de € 42 millions de contributions pour soutenir les projets de la Banque.

Soutien au Programme régional de logement

Le Programme régional de logement (RHP) bénéficie de la majeure partie des fonds collectés au titre des dons. L'Union européenne s'est engagée à verser € 39,5 millions au Programme tandis que l'Allemagne a fourni € 1,5 million. Ceci porte le total des contributions de ces deux donateurs au RHP à respectivement € 234 millions et € 9 millions. Les fonds serviront à financer des logements supplémentaires en Bosnie-Herzégovine et en Serbie.

Le Programme régional de logement (RHP) est une initiative conjointe de la Bosnie-Herzégovine, de la Croatie, du Monténégro et de la Serbie qui a pour objet de fournir des solutions de logement adéquates aux réfugiés et personnes déplacées les plus vulnérables, victimes des conflits dans les Balkans occidentaux au cours des années 1990. Le Programme est soutenu par la communauté internationale des donateurs et géré par la CEB.

L'Espagne n'est pas en reste

L'Espagne a également augmenté sa contribution au RHP, à hauteur de plus de € 200 000. Le don ainsi permis par cette contribution est essentiel à l'achèvement des investissements du RHP en cours en Croatie selon les normes internationales.

La contribution de l'Espagne au RHP provient du Compte espagnol pour la cohésion sociale – un fonds fiduciaire mis en place par le pays en 2009 et géré par la CEB. L'objectif de ce fonds est de financer une assistance technique en faveur de projets de la CEB à haute valeur sociale. L'Espagne a réapprovisionné le Compte en 2017 à hauteur de € 2 millions, portant sa dotation totale à € 4 millions.

Soutien au Fonds pour les migrants et les réfugiés

En 2018, les États membres de la CEB ont versé € 3 millions de plus au MRF. Cette contribution supplémentaire proviendra du Compte de dividendes sociaux, qui vise à soutenir des projets hautement sociaux de la CEB par le biais de dons et est financé pour l'essentiel à partir de prélèvements sur les résultats annuels de la Banque. Elle couvrira les projets du Fonds pour les migrants et les réfugiés qui doivent encore obtenir un financement complet.

Nouvelles maisons construites à Benkovac (Croatie) dans le cadre du RHP



Le Fonds pour les migrants et les réfugiés (MRF) est un fonds fiduciaire créé par la CEB en 2015 pour aider ses États membres à faire face aux défis liés aux migrants et aux réfugiés. Vingt-deux États membres de la CEB ont déjà contribué au MRF, le dernier en date étant la Bulgarie fin 2018. La CEB et la Banque européenne d'investissement (BEI) ont également fourni des fonds. À ce jour, le MRF a octroyé près de € 26 millions de dons pour des projets en faveur des migrants et des réfugiés.

De meilleures conditions de détention

Le reste des fonds collectés fin 2018 contribuera à améliorer les conditions de vie des détenus au Monténégro. Le Comité directeur du Cadre d'investissement en faveur des Balkans occidentaux (WBIF) a approuvé un don d'assistance technique de € 1,2 million pour un nouveau centre de détention à Mojvac. Le centre sera construit conformément aux Règles pénitentiaires européennes et aux bonnes pratiques. Le projet devrait bénéficier d'un prêt de la CEB.

Qu'est ce que le WBIF ?

- Dispositif de coordination établi en 2009
- La Commission européenne, la Banque de Développement du Conseil de l'Europe, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, la Banque européenne d'investissement, la Banque mondiale, Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW) et l'Agence française de développement (AFD) ainsi que plusieurs donateurs bilatéraux sont membres
- Il fournit un financement et une assistance technique à des investissements stratégiques dans plusieurs secteurs, notamment l'environnement et le domaine social.
- La CEB a bénéficié de plus de € 23 millions de subventions d'assistance technique et d'investissement de la part du WBIF.

“À ce jour, le MRF a octroyé près de € 26 millions de dons pour des projets en faveur des migrants et des réfugiés.”

Plus d'informations sur nos donateurs : coebank.org/fr/project-financing/donors-and-trust-funds/

L'avenir de l'investissement social

La CEB et le groupe Caisse des Dépôts (CDC) ont organisé le 7 décembre dernier, une conférence de haut niveau sur le rôle de l'investissement social en faveur d'une Europe prospère et résiliente. Comme l'a souligné le Gouverneur Rolf Wenzel dans son allocution d'ouverture, les inégalités économiques et sociales se creusent alors que le déficit d'investissement dans les infrastructures sociales est estimé à € 1,5 milliard sur la période 2018-2030, d'où l'ampleur des défis auxquels est confronté le continent.

Engager un débat sur la manière de traiter ces enjeux de manière appropriée venait ainsi à point nommé, tout comme la proposition de la Commission européenne de mettre au prochain budget de l'UE une garantie de € 4 milliards pour des investissements sociaux, a déclaré **Eric Lombard**, Directeur général de la CDC, dans son mot de bienvenue.

Organisée autour de trois tables rondes, la conférence a réuni une vingtaine d'intervenants et quelque 150 participants de toute l'Europe pour s'achever sur l'intervention de l'entrepreneur et philanthrope Alexandre Mars.

LA PREMIÈRE TABLE RONDE

Animée par **Laurent Zylberberg**, Directeur des relations institutionnelles, internationales et européennes du groupe CDC, la première table ronde s'est penchée sur les principaux défis de la cohésion sociale en Europe. Mondialisation, ruptures technologiques, vieillissement de la population, migrations et changement climatique ont été autant de thèmes abordés. Les intervenants ont fourni des exemples d'initiatives réussies pour surmonter ces difficultés, mis en lumière les enseignements tirés et proposé des actions à entreprendre.

Andrea Brandolini, Responsable du service d'analyses statistiques de la Banque d'Italie, a ouvert les débats en dévoilant des grandes données statistiques historiques sur les inégalités. Il a souligné la nécessité de politiques communes axées sur la stabilité macrosociale à l'échelle de l'UE, parce que de telles politiques chercheraient à réduire les inégalités entre les états membres de l'UE et au niveau de certains états membres.

Ambroise Fayolle, Vice-président de la Banque européenne d'investissement, a présenté plusieurs projets menés avec succès par la BEI dans le secteur social, avant de conclure sur le rôle essentiel des



investissements dans les infrastructures, notamment dans le domaine de l'éducation, pour combattre les inégalités sociales et les pénuries de compétences actuelles et futures en Europe. Évoquant des besoins de financement considérables, il a également souligné l'importance des partenariats entre institutions financières internationales et entre secteur public et secteur privé. Enfin, M. Fayolle a insisté sur le rôle primordial des subventions de l'Union européenne pour aider les collectivités locales à prendre les bonnes décisions en matière d'investissement social, en garantissant les ressources nécessaires à l'assistance technique et au partage des connaissances.

Romualda Fernandes, membre du Conseil de direction du Haut-Commissariat aux migrations portugais, a ensuite partagé l'expérience de son pays en matière d'intégration des migrants, qui s'est bâtie autour d'un réseau de centres d'accueil nationaux et de programmes consacrés à l'intégration de migrants dans 38 municipalités. Ce programme consiste à développer l'entrepreneuriat et à offrir des programmes éducatifs différents aux migrants et aux réfugiés pour les aider à s'intégrer dans la société et la culture de leur pays d'accueil. Mme Fernandes a insisté sur la nécessité de politiques consacrées à la question migratoire, notamment au sein de l'Union européenne, en tant que phénomène à long terme, en veillant à y inclure des mesures spécifiques selon les sexes.

suite à la page 06

suite de la page 05

Jacques Maire, Député français et Vice-président de la Commission des Affaires étrangères à l'Assemblée nationale, a quant à lui placé les investissements sociaux au cœur de tout projet politique. Il a illustré ses propos par des exemples concrets en pointant les répercussions négatives d'une insuffisance d'investissement sur le tissu social dans sa circonscription. Il a également préconisé une prise de décision participative lorsque l'on s'engage dans de tels investissements, d'où l'importance de trouver les moyens d'associer les collectivités aux débats sociaux, en veillant particulièrement à garantir la transparence et une appropriation partagée.

Carlo Monticelli, Vice-Gouverneur de la CEB, a clos cette table ronde en replaçant les transformations structurelles actuelles dans un contexte et une perspective historiques plus larges. Il a ainsi fait valoir que les difficultés de notre époque ne sont en rien inédites, les innovations technologiques, par exemple, ayant de tout temps perturbé le marché du travail. Leur rythme et leur ampleur sont toutefois différentes aujourd'hui, principalement du fait de la mondialisation. La réponse des dirigeants et de la communauté des investisseurs doit donc être à la hauteur et privilégier l'éducation et l'instauration d'un environnement facilitant l'apprentissage tout au long de la vie. Cette formation continue serait cruciale pour faire face à une transformation profonde du marché du travail européen et s'attaquer durablement aux inégalités sociales.

LA DEUXIÈME TABLE RONDE

Présidée par **Christian Sautter**, ancien ministre français de l'Économie et des Finances et président honoraire de France Active, la deuxième table ronde s'est intéressée aux moyens de piloter une politique sociale viable et des programmes d'investissement social spécifiques pour garantir la mobilisation des investissements à long terme dans ce domaine.

Luiz de Mello, Directeur des Études de politique économique de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), a examiné les défis



sociaux du moment ; par exemple, les revenus des 10% de la population au sommet de la pyramide sociale sont neuf fois supérieurs à ceux des 10% à la base de cette pyramide, contre sept fois il y a 25 ans. Il a également présenté l'initiative Objectif croissance (*Going for Growth*) de l'OCDE. L'initiative s'est traduite par des recommandations de réforme structurelle par pays à l'intention des décideurs politiques de la planète. L'objectif étant de les aider à surmonter les difficultés à moyen terme et de faire redémarrer la croissance de la productivité et de l'emploi, tout en s'assurant que les gains soient partagés par tous.

Javier Celdrán Lorente, membre du gouvernement régional de Murcie chargé de l'emploi, des universités, des entreprises et de l'environnement, a présenté l'approche de cette Communauté autonome espagnole en matière d'intégration des réfugiés dans les communautés locales. Il a souligné l'importance des subventions de l'Union européenne et des organisations issues de la société civile dans ce processus. Partant du principe que la compétitivité des économies locales peut bénéficier de l'apport des réfugiés et de compétences qui leur font actuellement défaut, la Communauté de Murcie œuvre à faciliter leur intégration.

Manuela Geleng, Responsable Compétences auprès de la Direction générale Emploi, affaires sociales et inclusion de la Commission européenne, a présenté les perspectives du cadre financier pluriannuel de l'Union européenne pour la période 2021-2027, en mettant clairement l'accent sur les investissements dans le capital humain et la cohésion sociale. Au titre des allocations de son projet de budget, l'UE prévoit d'allouer une garantie de € 4 milliards (correspondant au volet 'Investissements sociaux et compétences' du Fonds InvestEU) en vue de la réalisation de € 50 milliards d'investissements sociaux dans la microfinance, l'éducation et la formation,

Ci-dessus les participants à la première table ronde (de gauche à droite) : Laurent Zylberberg, Jacques Maire, Carlo Monticelli, Romualda Fernandes, Ambroise Fayolle, et Andrea Brandolini

Ci-dessous les participants à la deuxième table ronde (de gauche à droite) : Christian Sautter, Plutarchos Sakellaris, Manuela Geleng, Luiz de Mello, et Javier Celdrán Lorente





“L’investissement socialement responsable joue un rôle dans la constitution de sociétés saines et prospères. C’est ce que nous souhaitons. C’est ce que nous recherchons...”

Rolf Wenzel, Gouverneur de la CEB



3

l’inclusion sociale et les infrastructures sociales (dont les logements sociaux et la santé), ainsi que l’innovation sociale. Cela représenterait une augmentation des engagements actuels de 80% et permettrait ainsi de stimuler les investissements requis dans les infrastructures sociales, les services sociaux et la santé.

Plutarchos Sakellaris, professeur de l’Université d’économie et de gestion d’Athènes, a analysé l’environnement économique mondial actuel, qui fait la part belle aux actifs mobiles et évolutifs, et partant de là aux individus capables ainsi de s’adapter tout en pénalisant les autres. Il a souligné en quoi les économies de l’Union européenne ont, particulièrement, besoin d’accroître leur productivité pour réussir à combattre et réduire les inégalités sociales.

LA TROISIÈME TABLE RONDE

Modérée par **Rosa María Sánchez-Yebra**

Alonso, Vice-Gouverneur de la CEB, la troisième table ronde a évoqué les objectifs de développement durable (ODD), la signification de la vulnérabilité dans les chantiers politiques actuels et la montée du nationalisme, avant de citer des exemples novateurs de réponse aux besoins des populations vulnérables.

Les participants de la troisième table ronde (de gauche à droite) : Rosa-Maria Sánchez-Yebra, Marie-Elodie Bazy, Joséphine Goube, Ben Slay, Luc Leboeuf, et Anna Triandafyllidou

Ben Slay, Conseiller principal auprès du Bureau régional pour l’Europe et l’Asie centrale du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), a présenté les outils de modélisation et de prévision financières élaborés par le PNUD en vue d’identifier et de mieux allouer les ressources financières disponibles pour les ODD, notamment ceux destinées aux Balkans occidentaux et à la Turquie.

Luc Leboeuf, chercheur à l’Institut d’anthropologie sociale Max Planck, a présenté les définitions de la vulnérabilité selon les termes du droit d’asile de l’Union européenne. Dans la mesure où ces définitions éclairent les politiques sociales de l’Union européenne, il a précisé que faute d’être correctement diffusées, les politiques concernées peuvent susciter une concurrence néfaste en termes de degré de vulnérabilité entre, par exemple, migrants et réfugiés et les communautés d’accueil touchées par d’autres types de chocs.

Dans le prolongement du point de vue juridique apporté par Luc Leboeuf sur la question des populations vulnérables,

Anna Triandafyllidou, enseignante à l’Institut universitaire européen a évoqué la montée des nationalismes en Europe et la prolifération de scénarios qui préconisent de “reprendre le contrôle”, en réaction à la mondialisation et comme résultante d’une montée des angoisses liées à la perception d’une société toujours plus fluide.

Joséphine Goube, PDG de Techfugees, et **Marie-Elodie Bazy**, Conseillère principale de Kois Invest, ont ensuite chacune présenté des cas pratiques de solutions innovantes, à base respectivement de technologie (une communauté en ligne de 18 000 membres qui fait coïncider solutions technologiques et besoins) et de financement (sous forme d’obligations/contrats à impact social). Ces solutions ont su tenir compte des besoins des populations vulnérables, à savoir les réfugiés, les sans-abris, les chômeurs de longue durée ou encore les personnes handicapées.

Alexandre Mars, philanthrope et entrepreneur reconnu à qui est revenu le soin de **conclure les débats**, a transmis une vision inspirante de l’économie du partage. Son intervention a été illustrée par des exemples concrets de financements mobilisés en faveur d’enfants et de jeunes vulnérables à travers le monde. Ces exemples ont montré que ‘dans une société où le don est la norme, chacun peut contribuer à lutter contre les inégalités sociales’.

Garantir un logement aux familles vulnérables de Belgique

Un programme de logements sociaux pour les familles vulnérables en Belgique, mis en œuvre en trois phases, est arrivé à son terme en novembre 2018. Le programme a duré neuf ans et a bénéficié à près de 4 000 familles vulnérables. L'objectif de ce programme, pour le Fonds du logement des familles nombreuses de Wallonie (FLW) et la CEB était de réduire la pauvreté des enfants et d'améliorer l'accès des familles nombreuses, y compris des familles monoparentales disposant d'un revenu modeste et précaire, à des logements décents et abordables.

En 2009, au début du programme, la pauvreté infantile avait augmenté de manière constante depuis les années 1990 et affectait alors 7,7% des enfants vivant en Belgique. Le premier prêt avait pour but d'aider la Belgique à réduire son taux de pauvreté infantile, qui touchait principalement les familles nombreuses, y compris les familles monoparentales, et à cet effet le FLW a garanti l'accès aux prêts hypothécaires sociaux à des familles nombreuses de Wallonie aux revenus modestes.

Les deuxièmes et troisièmes prêts ont été signés en 2011 et 2015, en réponse à la forte augmentation des prix de l'immobilier dans la région qui dépasse largement l'augmentation des revenus des ménages. Cette augmentation, associée aux effets de la récente crise financière, a sévèrement réduit la capacité des familles nombreuses au revenu faible et précaire à accéder à un logement décent ou à couvrir des dépenses essentielles, telles que les coûts énergétiques liés au logement.

Le rôle de FLW

Prêts hypothécaires sociaux

Lancés dans le cadre du Plan de logement pour tous en Belgique, les prêts hypothécaires sociaux du FLW ont été accordés à un taux fixe pour une durée de 10 à 30 ans. Les prêts ont permis aux familles :

- d'acheter, rénover ou agrandir un logement, comprenant aussi des travaux d'économie d'énergie ;
- de rembourser un crédit coûteux déjà contracté ;
- de construire un logement attenant destiné à héberger un parent âgé ;
- d'acheter un terrain constructible.

Le montant des prêts accordés et leurs taux d'intérêt étaient indexés sur le revenu imposable de chaque famille, le nombre d'enfants à charge et le lieu de résidence. Les taux d'intérêt pouvaient varier de 1,3% à 4,8% et les lieux de

résidence étaient répartis en trois zones distinctes, chacune étant régie par ses propres modalités administratives (zones résidentielles à revitaliser, zones à forte valeur immobilière et autres zones).

Écoprêts

Le FLW a également accordé aux familles nombreuses des crédits à taux zéro sur une durée maximale de 10 ans (avec ou sans garanties hypothécaires) afin de couvrir les frais des travaux d'économie d'énergie dans un logement familial existant. Désignés sous le terme d'"écoprêts" ou "prêts verts", de tels prêts étaient approuvés sur son potentiel d'économie d'énergie et plafonnés à € 30 000.

Les demandeurs d'un écoprêt pouvaient également bénéficier d'une prime écologique pouvant aller jusqu'à € 1 000, sous réserve de réunir trois conditions : un revenu qui ne dépasse pas le plafond des revenus prioritaires, un logement considéré comme étant à faible rendement énergétique et des économies d'énergie réalisées grâce aux travaux de rénovation représentant au moins 30% de la consommation standard du ménage. La prime devait être transférée au FLW en guise de remboursement partiel anticipé du prêt et le

niveau de consommation avant et après travaux devait être certifié par un ingénieur qualifié ou attesté par une évaluation de l'efficacité thermique approuvée par le Gouvernement.

Conditions de prêt

Les prêts ne pouvaient être accordés qu'aux familles dont le logement ne répondait pas à certains critères de base en matière de viabilité, d'hygiène et de sécurité, puisqu'une partie du prêt devait être allouée à la mise aux normes du logement concerné.

Les bénéficiaires devaient respecter à la fois trois conditions. Ainsi, l'accès au financement a été réservé aux familles ayant au moins trois enfants à charge, un membre de la famille jusqu'au troisième degré souffrant d'un handicap reconnu, et percevant un revenu annuel inférieur aux seuils fixés pour les familles (par exemple, les revenus d'une famille de trois enfants peuvent varier entre 0 et 55 400 euros). Par ailleurs, les emprunteurs ne pouvaient pas posséder d'autres biens immobiliers que celui concerné par le prêt du FLW.

Avantages du programme

La CEB a financé 50% du coût total d'investissement à un moment où les contraintes budgétaires du Gouvernement Wallon étaient plus fortes. Le programme a bénéficié à 3 993 familles vulnérables. Pour la majorité d'entre elles, ces prêts ont constitué le seul moyen d'acquérir ou de conserver un logement à faible consommation énergétique de fait adapté à leurs ressources financières. Le programme a permis aux familles bénéficiaires, y compris dans les zones où les prix de l'immobilier sont très élevés, de conserver leur logement. Il a permis de réduire l'isolement des groupes vulnérables, de soutenir les personnes âgées et d'aider les migrants et les réfugiés à s'intégrer au sein de la société wallonne. Le programme a ainsi aidé le Gouvernement Wallon à réduire les inégalités et à renforcer la cohésion sociale.

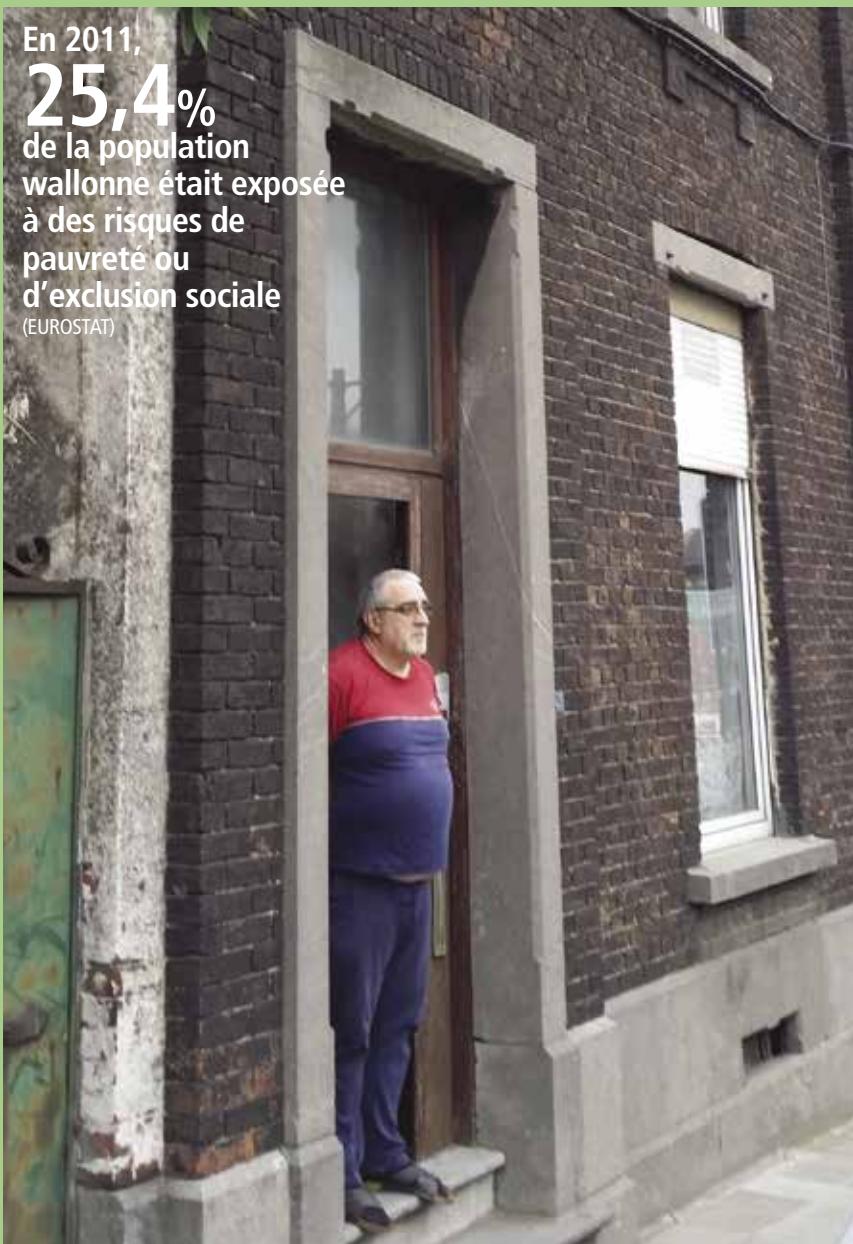


Plus d'informations à l'adresse suivante : <https://www.flw.be>

La pauvreté infantile est définie comme un état touchant les enfants de familles dont le revenu est inférieur de

50%
ou plus au revenu moyen national.

En 2011,
25,4%
 de la population
 wallonne était exposée
 à des risques de
 pauvreté ou
 d'exclusion sociale
 (EUROSTAT)



À propos du FLW

- Le Fonds du Logement des Familles Nombreuses de Wallonie (FLW) est une personne morale de droit privé sans but lucratif. En Région wallonne, il joue un rôle essentiel dans le domaine du logement et de l'insertion sociale des familles nombreuses à revenus moyens, modestes ou en état de précarité.
- Le FLW opère sous le contrôle du gouvernement wallon qui alloue ses crédits annuels et définit ses priorités.
- Le FLW peut faire appel à des financements externes pour atteindre ses objectifs.

INFORMATIONS CLÉS

Montant du prêt :
€ 230 millions

Valeur totale de l'investissement :
€ 460 millions

État d'avancement de l'investissement :
 Rapport définitif d'achèvement des travaux en novembre

2018

Près de
30%
 des bénéficiaires du programme étaient des familles monoparentales, tandis que près de 20% étaient réfugiées ou issues de l'immigration.



Réduction du risque sismique en Turquie

La Turquie est extrêmement vulnérable aux catastrophes naturelles, en particulier aux tremblements de terre. Istanbul est l'une des zones métropolitaines les plus sensibles en raison de son emplacement sujet aux séismes et de sa forte densité de population. La CEB a joué un rôle clé dans l'amélioration de la préparation de la ville au risque sismique.

Un des événements sismiques les plus puissants et les plus dévastateurs ayant frappé la Turquie au cours des dernières décennies est celui d'Izmit, en 1999 (séisme de Kocaeli, Gölcük ou Marmara), d'une magnitude de 7,6 sur l'échelle de Richter et d'une intensité maximale de IX sur l'échelle de Mercalli (violent). Ce dernier a duré 37 secondes, mais a fait près de 17 000 victimes et a privé environ un demi-million de personnes de logement. L'impact économique direct a été estimé à \$ 5 milliards, soit environ 2,5% du PIB de la Turquie. Ce séisme a été suivi de plusieurs répliques. En 2003, l'effondrement d'un dortoir dans un internat de Çeltiksuyu lors du séisme de Bingöl a dévoilé la vulnérabilité particulière des infrastructures éducatives.

Faire face aux risques pour Istanbul

Istanbul fait partie des zones métropolitaines les plus vulnérables de la Turquie. Située sur la faille nord-anatolienne, la ville est dotée d'une forte densité de population (15 millions d'habitants) et constitue le cœur industriel et commercial du pays, représentant un tiers de son PIB. Pour faire face à un tel risque, le Gouvernement turc a lancé en 2005 le Projet de réduction des risques sismiques et de préparation aux situations d'urgence à Istanbul (ISMEP).

ISMEP vise à améliorer la préparation de la ville face à un séisme potentiel en renforçant ses capacités institutionnelles et techniques de gestion des catastrophes et de réponse aux situations d'urgence. Le projet a permis la consolidation des principaux bâtiments publics afin qu'ils résistent aux séismes, et de soutenir les mesures d'application des codes de construction et des règles d'aménagement du territoire afin de réduire le nombre de structures non conformes.

Le rôle de la CEB

La CEB a rejoint le partenariat de financement en 2010, en même temps que d'autres partenaires financiers, avec un prêt de € 250 millions, suivi par un deuxième prêt du même montant en 2014.

La CEB a soutenu la reconstruction de plus de 260 bâtiments publics, principalement des écoles et des résidences étudiantes, ainsi que deux hôpitaux publics et plusieurs bâtiments administratifs. Les travaux de reconstruction ont permis d'optimiser l'espace de façon plus judicieuse, et ainsi loger deux fois plus d'élèves dans les nouveaux bâtiments. Par ailleurs, les nouvelles structures peuvent être transformées, si nécessaire, en hébergements temporaires.

Les travaux de reconstruction et de rénovation parasismiques ont été réalisés dans le but d'améliorer la consommation énergétique des bâtiments et, dans la mesure du possible, d'augmenter la part d'énergies renouvelables consommées. Ainsi, on estime que la plupart des nouveaux bâtiments réalisent des économies à hauteur de 20% sur la consommation d'eau, de 25% sur la consommation de gaz et de 40% sur la consommation d'électricité.

Selection des bâtiments

Les bâtiments choisis pour faire l'objet de travaux de reconstruction et de rénovation dans le cadre du projet ISMEP ont été sélectionnés sur la base de critères prioritaires objectifs tels que :

- l'accessibilité lors d'une catastrophe
- l'éloignement par rapport aux lignes de faille / à l'épicentre
- la population sur site et celle desservie
- les caractéristiques techniques du bâtiment (vulnérabilité de la structure, année de construction, nombre d'étages).

60%

La probabilité estimée qu'Istanbul subisse une secousse sismique allant jusqu'à 7,5 sur l'échelle de Richter d'ici à 2030.

INFORMATIONS CLÉS

Montant total du prêt :

€ 500 millions

Subvention de la CEB :

Prêt de

€ 2 millions

avec bonification de taux d'intérêt issus du Compte de dividendes sociaux de la CEB.

Valeur totale de l'investissement :

€ 2,2 milliards

à fin 2018

Entité d'exécution :

Istanbul Project Coordination Unit (IPCU), Gouvernorat d'Istanbul

Bénéficiaires finaux :

Résidents d'Istanbul

Institutions partenaires :

Banque mondiale, Banque européenne d'investissement, Banque islamique de développement et Kreditanstalt für Wiederaufbau

Etat d'avancement de l'investissement :

Les infrastructures financées par la CEB dans le cadre du premier prêt sont toutes achevées. Les composants rattachés au second prêt seront finalisés en 2019.

Former la population

La CEB a également financé des programmes de formation sur la préparation aux séismes et les mesures d'atténuation des risques sismiques. À l'heure actuelle, plus d'un million d'habitants d'Istanbul ont bénéficié de ces formations.

Créer des résultats durables

Une fois le projet achevé, les investissements d'ISMEP seront d'une grande utilité en cas de futurs séismes. Ils sauveront des vies et permettront de réduire le nombre de blessés, de maintenir la structure des bâtiments publics, d'améliorer l'accès aux soins médicaux d'urgence, et d'assurer l'hébergement et la sécurité des personnes.

“Dans l'ancien collège, notre salle de peinture était petite et servait aussi de laboratoire. Dans le nouveau, nous avons une grande salle de peinture et un laboratoire scientifique. Les cours sont plus agréables. Je me sens plus en sécurité dans le nouveau bâtiment.”

Nisanur K., élève au Collège Sultantepe à Üsküdar



“Lorsque je suis arrivée pour la première fois à la résidence étudiante Atatürk, j'ai tout de suite compris qu'elle était très différente de l'ancien bâtiment que j'avais vu sur certaines photos. J'étais très contente. Nous pouvons y pratiquer beaucoup d'activités extra scolaires.”

Ebru E., étudiante en psychologie à l'Université de Beykent

“Le projet ISMEP est l'un des meilleurs outils en matière de réduction des risques de catastrophe ; ses résultats et ses réalisations peuvent inspirer d'autres pays en développement. Depuis la première opération en 2010, nous avons travaillé en équipe avec la CEB pour atteindre nos objectifs.”

Kazim Gökhan Elgin, Directeur, Unité de coordination de projets d'Istanbul



La résidence étudiante Cevizlibağ Atatürk

Renforcer la résilience de la ville du 21e siècle

Info s'entretient avec Elizabeth Yee, Vice-présidente du pôle Finance résiliente du réseau "100 villes résilientes – Initiative lancée par La Fondation Rockefeller" (100RC).

Info : Comment définiriez-vous la "résilience urbaine" ? En quoi le concept de résilience est-il lié à ceux de durabilité et d'inclusion ?

EY : La résilience est ce qui aide les villes à s'adapter et à se transformer face aux défis grandissants qui bousculent le monde : elles peuvent ainsi se préparer tant à ce qui est attendu qu'à l'imprévu. L'initiative 100RC définit la résilience urbaine comme la capacité des individus, des communautés, des institutions, des entreprises et des systèmes d'une ville donnée à survivre, à s'adapter et à croître indépendamment des types de stress chroniques et des chocs majeurs auxquels ils sont confrontés.

Développer la résilience exige une approche intégrée à l'échelle de tout l'écosystème urbain afin de maximiser les bénéfices à partir des ressources limitées d'une ville. Une vision holistique est également indispensable, tout comme la mise en œuvre de dispositifs destinés à répondre aux chocs que constituent des catastrophes pour une ville et une région (ouragans, séismes, attaques terroristes, crues soudaines) et aux tensions qui érodent le tissu urbain au fil du temps (inégalités sociales et économiques, pénuries d'eau, marginalisation, etc.), lesquelles amplifient les chocs quand ils se produisent.

Le processus de conceptualisation de la résilience auquel participent les villes membres de l'initiative s'appuie sur une exploration holistique de leurs difficultés au prisme du cadre de référence de la résilience des villes (CRF, de l'anglais *City Resilience Framework*). Le CRF, qui s'articule en quatre volets (santé et bien-être, économie et société, infrastructures et environnement, et leadership et stratégie), décrit les systèmes essentiels d'une ville et offre une méthode précieuse pour encadrer et intégrer les principes de durabilité et d'inclusion dans les programmes de renforcement de la résilience. La notion d'inclusion est tout particulièrement au cœur du processus de renforcement de la capacité de résilience. Celle-ci,

en effet, ne peut être que le fruit d'un véritable engagement auprès des principales parties prenantes issues de tous les pans de la société.

Info : En quoi l'initiative 100 villes résilientes (100RC) est-elle unique ? Pouvez-vous donner un exemple de réussite et expliquer les enseignements tirés ?

EY : L'initiative 100 villes résilientes est une démarche unique en raison de l'approche globale retenue pour aider les villes du monde entier à institutionnaliser et renforcer la résilience face à toute une série de chocs et de facteurs de stress. Elle mène à l'adoption à plus grande échelle de pratiques de planification de la résilience holistique de même qu'au décloisonnement des activités des villes pour s'attaquer aux difficultés sociales, économiques et physiques propres au XXI^e siècle. 100RC est l'une des premières initiatives urbaines mondiales qui emploient un ensemble cohérent d'outils, d'assistance et de ressources dans des villes très diverses. Ce sont 49 stratégies de résilience qui ont été mises en place en partenariat avec 100RC. Composées d'une série d'initiatives applicables, chacune était censée avoir de multiples répercussions positives pour des citadins du monde entier.

Paris est un exemple de réussite : la capitale française a su mettre à profit son partenariat avec 100RC pour étendre et redéfinir son concept de résilience. La stratégie de résilience de Paris se déploie sur un large éventail de sujets incluant les mouvements migratoires, la pollution atmosphérique, les inégalités et la cohésion sociale. Une initiative phare a consisté à regrouper ces problématiques a priori disparates autour de l'objectif d'augmentation des espaces verts urbains. Ceux-ci ne représentent à ce jour que 9,5% de la surface de la ville de Paris, qui se classe dernière parmi les villes européennes. Le projet "Cours d'école Oasis" a déjà commencé à transformer des cours d'école recouvertes de



Le projet Cours d'école Oasis à Paris, est l'un de ceux pilotés par 100 villes résilientes – Initiative lancée par La Fondation Rockefeller

macadam imperméable en espaces verts plus frais que tous les Parisiens peuvent fréquenter lors des canicules qui se font plus intenses et de plus en plus fréquentes. Elles pourront également faire office de centres communautaires et de carrefours culturels après les heures d'école. La cohésion au sein de la communauté s'en trouvera renforcée, avec par ailleurs une diminution de l'isolement parmi les résidents. Trois sites pilotes qui ont été ouverts dans le courant de l'année ont remporté un franc succès. 30 de plus sont prévus en 2019, l'objectif à plus long terme étant de porter ce chiffre à plus de 700 écoles dans toute la ville. Le verdissement des cours d'école sera inclus dans tous les plans de rénovation futurs et fera partie des nouvelles normes. Étant donné que les Parisiens vivent en moyenne à 200 mètres d'une cour d'école, le projet pourra concerner chacun d'entre eux lorsqu'il sera entièrement mis en œuvre.

Info : En juillet 2018, 100RC a signé un *Memorandum of Understanding* (MoU) avec la CEB. Pouvez-vous nous en dire plus sur le but principal de ce partenariat et sur ce qui peut être attendu d'une banque de développement social comme la CEB ?

EY : Plus de 20% des projets inclus dans les stratégies de résilience déployées par les villes concernent essentiellement les besoins sociaux des jeunes et des communautés défavorisées.





“Les partenariats sont essentiels pour l’avenir du mouvement mondial de résilience. Œuvrant de concert avec la CEB et d’autres institutions du monde entier, l’initiative 100RC soutient les efforts des villes membres du réseau afin de les aider à concrétiser leurs initiatives stratégiques de résilience.”

Elizabeth Yee

L’initiative 100RC met en œuvre une série de projets en partenariat avec les villes membres du réseau pour trouver des solutions aux problèmes qu’elles rencontrent. La rénovation d’écoles maternelles vulnérables aux séismes à Tbilissi, la création de centres de développement des compétences à Thessalonique et la transformation de cours d’école en îlots frais accessibles au public à Paris sont quelques-unes de leurs réalisations.

Grâce au partenariat entre la CEB et l’initiative 100RC, nous pouvons mettre à profit et conjuguer nos capacités d’organisation afin d’élaborer et de mettre en œuvre des projets urbains ayant une vocation plus sociale. Les connaissances approfondies et l’expérience de la CEB dans ce domaine, sa capacité d’assistance technique et ses financements directs seront essentiels à la mise sur pied de solutions globales de résilience. La force du réseau 100RC mondial implique que ces solutions puissent être adaptées à différentes échelles et reproduites dans différents types de villes, pour une plus grande cohésion et intégration sociales dans le monde entier.

info : Quels seront les principaux défis à relever pour les villes résilientes dans le monde entier, et plus particulièrement en Europe ?

EY : Les inondations dues à de fortes précipitations, des défaillances d’infrastructures et les épidémies sont les traumatismes les plus fréquemment rencontrés par les villes membres

de notre réseau mondial; les inquiétudes les plus fréquentes portent sur les infrastructures vieillissantes, les transports publics inadaptés et la pénurie de logements abordables. Rien qu’en Europe, les traumatismes les plus graves mentionnés par nos villes sont les inondations dues à de fortes précipitations, le manque d’infrastructures et les attaques terroristes, tandis que le vieillissement des infrastructures, les phénomènes de migration migratoires et

de déplacement de populations, ainsi que le changement climatique, sont les motifs d’inquiétude les plus souvent nommés.

Ces défis sont à la fois complexes et imbriqués, et chaque solution doit en tenir compte.

info : Quelles sont les initiatives prévues par 100RC dans les mois et années à venir ?

EY : Des villes membres situées dans 23 pays ont mis en place 49 stratégies globales de résilience en partenariat avec l’initiative 100RC. Onze de ces stratégies sont implantées en Europe et au Moyen-Orient. Nous continuons de soutenir les autres villes dans le déploiement de leurs stratégies et nous avons même admis de nouveaux membres dans notre réseau mondial par le biais de partenariats avec des organismes au niveau local qui fournissent un appui financier aux différents projets. Ces villes sont membres à part entière du réseau et bénéficient donc de tous les avantages et les services associés, suivant notre méthodologie mondiale éprouvée pour améliorer la résilience urbaine.

Les partenariats sont essentiels pour l’avenir du mouvement mondial de résilience. Œuvrant de concert avec la CEB et d’autres institutions du monde entier, l’initiative 100RC soutient les efforts des villes membres du réseau afin de les aider à concrétiser leurs initiatives stratégiques de résilience. Notre rôle consiste à les accompagner dans l’élaboration de projets attrayants pour les investisseurs et à diffuser auprès des institutions financières le concept de résilience comme moyen de relier les efforts déployés par une ville pour mener à bien ses projets et aux acteurs majeurs à la recherche de projets dans lesquels investir. Ces efforts visent à rapprocher les villes et les institutions financières pour répondre aux besoins vitaux de résilience économique, sociale et physique de nos villes partout dans le monde.



ELIZABETH YEE

A rejoint 100RC en 2014

Était auparavant codirigeante de l’équipe “Énergie et Services Publics” chez Barclays Capital à New-York

A travaillé dans les divisions Gestion de patrimoine et Finances publiques de Morgan Stanley et Finances publiques de Lehman Brothers

Derniers prêts approuvés par la CEB

Onze nouveaux prêts ont été approuvés par le Conseil d'administration de la CEB en novembre 2018. Ces prêts d'un montant compris entre € 5 millions et € 200 millions devraient générer des investissements de près de € 2 milliards.



ESPAGNE

Montant du prêt : € 100 millions
Emprunteur : Ville de Barcelone
Objectif : Soutenir des infrastructures municipales telles que les écoles et les espaces publics qui visent à faire de Barcelone une ville plus inclusive et durable.

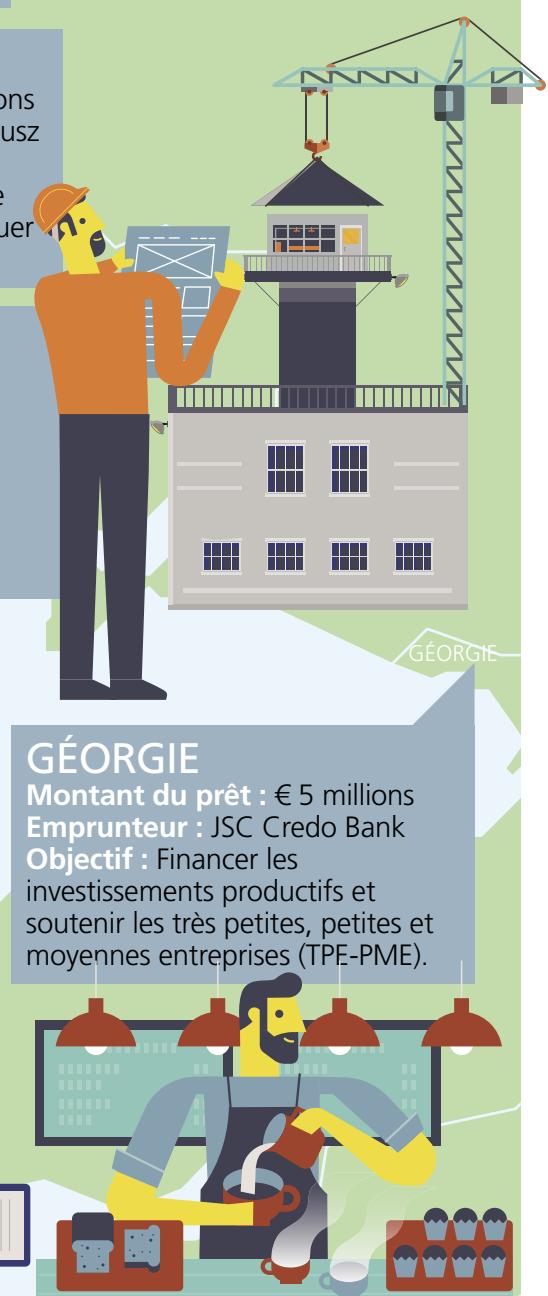
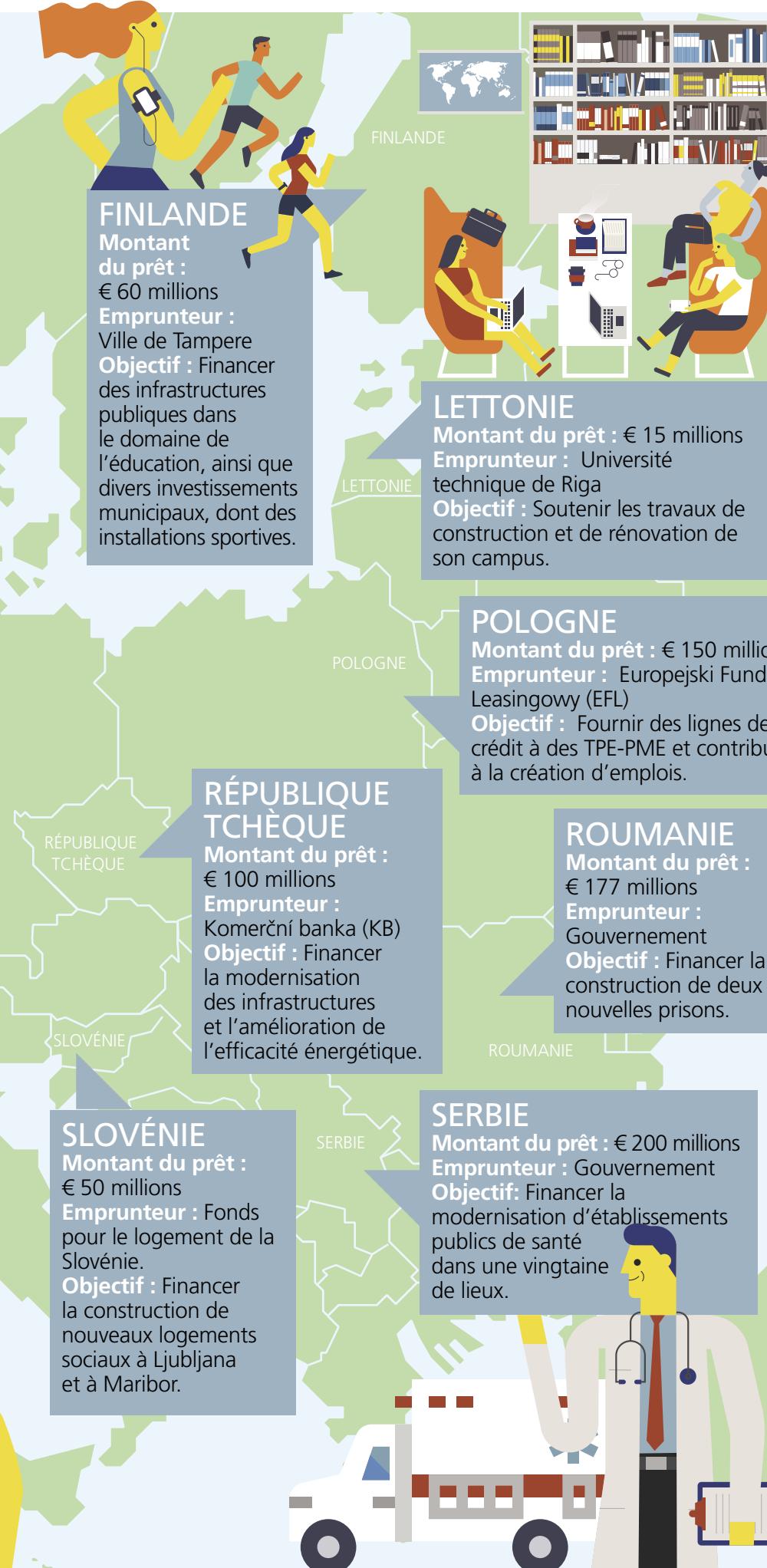
ALLEMAGNE

Montant du prêt : € 80 millions
Emprunteur : Ville de Nuremberg
Objectif : Soutenir la construction et la rénovation d'établissements scolaires et de structures de prise en charge de la petite enfance, ainsi que des investissements informatiques destinés à la transition vers le numérique.

ITALIE

Montant du prêt : € 150 millions
Emprunteur : Istituto per il Credito Sportivo.
Objectif : Financer diverses installations sportives, notamment celles ayant un fort impact social.

Nos prêts couvrent des projets dans les domaines de l'éducation, du sport, de la santé et des infrastructures pénitentiaires ; ils soutiennent les TPE-PME et encouragent l'efficacité énergétique et la modernisation des infrastructures.



Actualités, événements et publications



Ouverture de l'établissement pénitentiaire de Pancevo

Une nouvelle prison, entièrement conforme aux règles pénitentiaires européennes, a été officiellement mise en service le 2 octobre 2018 à Pancevo, en Serbie. Cet investissement s'inscrit dans le cadre du programme de réforme du secteur judiciaire du Gouvernement et vise à fournir des installations de détention adéquates à un nombre maximal de 500 détenus. Le financement provient d'un prêt

de € 18 millions de la CEB et d'une contribution du Gouvernement de € 5 millions. De plus, le projet a bénéficié de € 3 millions sous la forme d'une subvention d'assistance technique de la part du Cadre d'investissement pour les Balkans occidentaux (WBIF) (dont € 1,6 million de l'Union européenne et € 1,4 million la part de donateurs bilatéraux du WBIF).

L'Université dévoile son Centre de ressources pédagogiques

Il y a deux ans, l'Université de Chypre a reçu un prêt de la CEB de € 32 millions afin d'agrandir son campus universitaire d'Athalassa. Les investissements prévus comprenaient la construction d'un nouveau Centre de ressources pédagogiques, qui permettrait de donner accès à des milliers de publications imprimées, ainsi qu'à des articles universitaires en ligne. Les travaux ont été achevés en novembre 2018 et le Centre a ouvert ses portes le 3 décembre. Des réalisations sur d'autres installations du campus doivent se poursuivre jusqu'en 2030.



PAGE 14 DÉCOUVREZ LES DERNIERS PRÊTS APPROUVEDS PAR LA CEB



UN NOUVEAU CHEZ SOI POUR LES FAMILLES DE KONIK

Le 12 décembre, cinquante et une familles déplacées au Monténégro ont emménagé dans de nouveaux logements à Podgorica. Ceci marque la fermeture du camp de réfugiés de Konik. Ce camp, établi en 1994, a servi de refuge principalement à des familles roms fuyant les violences au Kosovo.

NOTATION AMÉLIORÉE EN MATIÈRE DE DURABILITÉ

En novembre, la CEB a vu sa notation relevée d'un cran à "B-", et son statut "Prime" réaffirmé. Cette note attribuée par l'agence ISS-oekom est l'une des plus élevées pour les banques de développement et fait suite à une évaluation complète des performances de la CEB en matière de responsabilité sociale d'entreprise.



PROLONGATION D'ACCORD-CADRE

Le 21 novembre, Klaus Regling, Directeur du MES, et Rolf Wenzel, Gouverneur de la CEB ont renouvelé l'accord-cadre (*Memorandum of Understanding*) entre les deux institutions pour une durée indéterminée. L'accord couvre l'échange de connaissances et la coopération générale sur des sujets d'intérêt commun.

UN INSTITUT DE RECHERCHE PRÊT À DÉMARRER

À la mi-novembre, un centre de recherche médicale ultramoderne a été mis en service à l'Institut Sant Pau de Barcelone, en Espagne. Les nouvelles installations accueilleront environ 300 chercheurs en sciences (bio) médicales. Le nouveau centre a été financé par un prêt de la CEB de € 9 millions et par une subvention de l'UE de € 5 millions dans le cadre du Fonds européen de développement régional.

Actualités, janvier-mars 2019

Pour en savoir plus sur les prochaines réunions et conférences de la CEB ainsi que sur ses dernières publications.



24 janvier

Bruxelles, Belgique

L'innovation sociale pour l'intégration des réfugiés

Ce séminaire, organisé par le Comité économique et social européen, a pour objectif d'explorer la façon dont les innovations dans les situations de vie réelle favorisent l'intégration au niveau des communautés, permettent de surmonter les divisions, améliorent les perspectives économiques et promeuvent un sentiment d'"appartenance".

Plus de détails sur : eesc.europa.eu/fr/agenda/our-events/events/innovation-sociale-pour-lintegration-des-refugies-un-sentiment-dappartenance-conference-co-organise

25 janvier

Paris, France

Réunion du Conseil d'administration de la CEB

Première réunion du Conseil d'administration en 2019. Les représentants de chaque État membre examineront et approuveront de nouveaux projets d'investissement.

Plus d'infos sur : coebank.org/fr/about/structure-management

14-15 mars

Paris, France

Réunion du Conseil d'administration de la CEB

La seconde de ces réunions de 2019 rassemblera les représentants de chaque État membre afin d'approver de nouveaux projets d'investissement.

29 mars

Paris, France

Réunion du Conseil de direction de la CEB

Première réunion du Conseil de direction en 2019. Le Conseil de direction détermine les orientations générales de la Banque et approuve les comptes annuels.

PROCHAINE
ÉDITION
info
EN
AVRIL

Nos dernières publications

Toutes les publications de la CEB peuvent être téléchargées sur notre site Internet. Rendez-vous sur <https://coebank.org/fr/> et cliquez sur "Actualités et publications".

CONCEPTION D'ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES ET ENVIRONNEMENTS D'APPRENTISSAGE DANS LA VILLE D'ESPOO EN FINLANDE

Cette publication constitue la première revue thématique produite par notre Direction Préparation & Suivi Techniques. Elle présente les principaux résultats relatifs aux investissements récents en infrastructures éducatives dans la ville d'Espoo en Finlande. Le rapport identifie les bonnes pratiques et fournit un ensemble de recommandations visant à renforcer davantage l'efficacité des investissements en infrastructures éducatives.



'LA CEB EN IMAGES'

Cette nouvelle animation présente la CEB en moins de deux minutes. C'est une bonne introduction à la Banque pour ceux qui ne connaissent pas encore notre activité.

Vous désirez rejoindre la CEB?

Nous sommes constamment à la recherche de nouveaux talents. Si les possibilités d'emploi au sein de la CEB vous intéressent, consultez notre site de recrutement : <https://ceb.profils.org/accueil.aspx?lcid=1036>



TÉLÉCHARGEZ LES PUBLICATIONS DE LA CEB SUR <https://www.coebank.org/fr/news-and-publications/ceb-publications/>

2018 in loan approvals

Prêts approuvés en 2018



We approved forty-five new loans in 2018, worth €3.9 billion.

By 2030, these will have leveraged €10.9 billion investments across twenty CEB member states. These investments will enable:

- Access to affordable financing solutions for low-income households and micro, small and medium-sized enterprises (MSMEs)
- Construction of hospitals and permanent care facilities as well as the purchase of modern medical equipment and ambulances
- State-of-the art medical, science, and engineering research
- Expansion of the school and day care facilities to meet current and future needs
- Improvement of other municipal infrastructure and services (public transport, waste management, water supply and wastewater collection, etc.)
- Decrease in residential and industrial energy consumption by implementing energy efficiency measures
- Equal access to education and better living conditions (including social housing) for migrants, refugees, displaced persons, and other vulnerable groups (Roma, disabled, long-term unemployed, or homeless)
- Improvement of the living environment by creating a network of sports and cultural facilities and expanding community services
- Dignified detention conditions by enforcing European Prison Rule-compliant structures and adequate training for relevant personnel
- Development of renewable energy solutions to replace fossil-fuel, highly-polluting energy sources, as well as of other climate change mitigation and adaptation measures.

La CEB a approuvé quarante-cinq nouveaux prêts en 2018, pour un montant total de €3,9 milliards, ce qui aura permis de mobiliser d'ici 2030, € 10,9 milliards d'investissement dans vingt États membres de la CEB. Ces investissements permettront :

- L'accès à des solutions de financement abordables pour les ménages à faible revenu et les micros, petites et moyennes entreprises
- La construction d'hôpitaux et de centres de soins permanents ainsi que l'achat d'équipements médicaux et d'ambulances modernes
- Une recherche médicale, scientifique et d'ingénierie de pointe
- L'expansion d'établissements scolaires et de garderie afin de satisfaire les besoins actuels et futurs
- L'amélioration d'infrastructures et services municipaux divers (transports publics, gestion des déchets, approvisionnement en eau, collecte des eaux usées, etc.)
- La diminution de la consommation d'énergie par les ménages et l'industrie grâce à la mise en place de mesures d'efficacité énergétique
- Une égalité d'accès à l'éducation et de meilleures conditions de vie (sans oublier le logement social) pour les migrants, les réfugiés, les personnes déplacées et les autres groupes vulnérables (Roms, personnes handicapées, chômeurs de longue durée, ou encore les sans-abris)
- L'amélioration du cadre de vie par la création de réseaux d'installations sportives et culturelles et l'extension de services de proximité
- Des conditions de détention dignes garanties par leur conformité aux règles pénitentiaires européennes et la formation adéquate du personnel
- Le développement de solutions d'énergies renouvelables pour remplacer les combustibles fossiles et les sources d'énergie fortement polluantes, ainsi que d'autres mesures d'atténuation et d'adaptation en matière de changement climatique

€3.9bn / 3,9 Mrd

TOTAL CEB LOANS APPROVED
LE TOTAL DES PRÊTS APPROUVEÉS PAR LA CEB

€10.9bn / 10,9 Mrd

PROJECT INVESTMENTS TOTAL
LE TOTAL DES INVESTISSEMENTS GÉNÉRÉS

Supporting MSMEs for job creation, preservation and protection
Soutien aux TPE-PME pour la création et le maintien d'emplois viables

Health
Santé

Protection of the environment
Protection de l'environnement

Education and vocational training
Éducation et formation professionnelle

Improving living conditions in urban and rural areas
Amélioration de la qualité de vie en milieu urbain et rural

Aid to refugees, migrants, displaced persons and other vulnerable groups
Aide aux réfugiés, migrants, personnes déplacées et autres groupes vulnérables

Cross-sectoral (social housing, health, education, energy efficiency, renewable energy and other climate change / adaptation measures)
Plurisectoriel (logement social, santé, éducation, efficacité énergétique, énergies renouvelables, changement climatique et autres mesures d'adaptation)

Administrative and judicial infrastructure
Infrastructures administratives et judiciaires

Social housing for low-income persons
Logement pour les personnes à bas revenus

NUMBER OF END BENEFICIARIES

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES FINAUX

42,700,000

PEOPLE
PERSONNES

CEB LOANS AND TOTAL INVESTMENTS PER COUNTRY

THE BIG FIGURES

PRÊTS DE LA CEB ET INVESTISSEMENTS GÉNÉRÉS PAR PAYS LES CHIFFRES

